

Décision n° 2018-219

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
ainsi que des survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la demande présentée le 3 juin 2018 par la société Aster production représentée par son directeur de société Patrick Faivre et son directeur de production Martin Blum,

Considérant que le film est réalisé à la demande du Parc national du Mercantour à l'occasion de ses 40 ans et qu'il vise à provoquer de l'émotion, un sentiment de fierté et d'appartenance au territoire en se fondant sur la beauté des images, des paysages, des écosystèmes, ainsi que sur des rencontres avec des habitants du territoire en plaçant comme un sujet central le lien Homme-Nature,

Considérant à ce titre que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir 1° *"Réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques en lien avec le territoire du Parc"* et 2° *"Participation aux missions de l'établissement public du Parc"*.

Considérant que la demande comporte d'éventuelles prises d'images par drone – aéronef télépiloté sans personne à bord – et que les dates d'utilisation potentielle de celui-ci dans le cadre du tournage apparaissent globalement compatibles avec la modalité 29 de la charte à savoir « *le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles de survol (...) 3° pendant la période comprise entre le 1^{er} juin et le 15 octobre pour les autres demandes* »,

Considérant qu'à la date de la demande, les besoins de prises de vues en drone ne sont ni estimés, ni localisés et, qu'à ce titre, il n'est pas possible d'évaluer les risques de dérangement potentiel des espèces de la faune sauvage,

Considérant en conséquence qu'il convient d'envisager ces prises de vues aériennes au fur et à mesure de l'avancement du tournage, tout en prévoyant une mesure d'encadrement *a priori* de l'activité,

Décide :

Article 1-:

La société ASTER PRODUCTION, représentée par Monsieur FAIVRE Patrick, directeur de société et Monsieur JACQUET Luc, réalisateur, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies ci-après, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à constituer un film documentaire d'une vingtaine de minutes sur le Parc national du Mercantour, sa biodiversité, ses paysages, ses habitants à l'occasion de la célébration des 40 ans du Parc national en 2019.

Les prises de vues pourront également être déclinées en un support audio-visuel plus court (format de 3 à 10 minutes), ainsi que dans d'autres types de supports (livre making off, livre ou exposition utilisant les photos réalisées lors des prises de vues...) en lien avec l'événementiel organisé autour des 40 ans du Parc national.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée du 3 juin 2018 au 15 avril 2019, sur l'ensemble du cœur du Parc national, décomposée comme suit :

- repérages de terrain du 03 au 09 juin 2018 ;
- séquence de tournage du 18 au 26 juin 2018, pour des tournages animaliers en Vésubie et en Tinée ;
- séquence de tournage les 27 et 28 juin 2018 ;
- séquences complémentaires en temps que de besoin.

Les bénéficiaires sont tenus d'informer le service coordinateur du Parc national du Mercantour, au moins 15 jours francs avant le démarrage de leurs sessions de tournage sur site.

Contacts :

- service « Sensibilisation et Valorisation du Territoire »
chef de service, Julie MOLINIER – 04.93.16.50.82 / 06.84.70.74.82
julie.molinier@mercantour-parcnational.fr

- Service territorial Tinée
Boris Opolka, chef de service : boris.opolka@mercantour-parcnational.fr / 06 14 06 26 85

- Service territorial Ubaye-Verdon
Xavier Fribourg, chef de service : xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr / 06 14 06 35 69 / 04 92 81 21 31

- Service territorial haut-Var/Cians
Albin Liborio, chef de service : albin.liborio@mercantour-parcnational.fr / 06 13 95 13 26 / 04 93 05 59 43

- Service territorial Roya-Bevera

Aurélien Collenot, chef de service : aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr / 06 28 56 44 28 33 / 04 93 04 32 28

- Service territorial Vésubie

Sébastien Louvet, chef de service : sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr / 06 16 27 64 33 / 04 93 03 23 15

Article 3 : *prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres*

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites, ainsi que l'approche de nids.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées dans le cœur du parc.
Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : *prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens*

Le survol de l'aéronef télépiloté sans personne à bord est autorisé aux conditions suivantes :

4.1. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au respect de plans de vols préalablement validés par le service coordinateur du Parc national du Mercantour (cf. contact : article 2).

A cette fin, les bénéficiaires devront impérativement transmettre les plans de vols prévisionnels audit service, dans un délai minimal de 10 jours francs avant les séquences de tournages concernées.

4.2. Les plans de vols validés pourront, le cas échéant, faire l'objet de prescriptions complémentaires à la présente décision.

Tout survol effectué en-dehors des plans de vol validés est interdit.

4.3. Survol du drone exclusivement en « vol en vue ».

4.4. Pas plus d'un appareil en vol simultanément.

4.5. Prises de vues autorisées aux heures de la journée présentant une fréquentation touristique minimale.

4.6. Interdiction de survol de rassemblement de personnes ou d'animaux à une altitude inférieure à 150 m du sol.

Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 6 :

6.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans le générique de l'œuvre audio-visuelle ainsi que dans le générique de sa déclinaison courte (teaser), la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :
- une copie haute-définition du film documentaire et de sa version courte (teaser) ainsi qu'un lien Internet lui permettant de visionner celle-ci sans limite de durée de validité.

6.3. La copie de ce document sera libre de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « © Luc Jacquet - Icebreaker Factory »

6.4. La diffusion commerciale de l'œuvre et de sa version courte ainsi que leur diffusion sur les réseaux sociaux virtuels du Parc national du Mercantour sont régis dans le cadre d'un contrat établi entre les bénéficiaires et l'Établissement public du parc.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

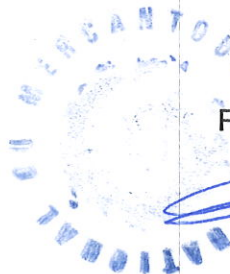
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 3 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER